

Projet de réorganisation de la filière Très loin du compte...

Le rapport de la Cour des Comptes d'octobre 2016 a dessiné la feuille de route que la direction a accepté de suivre pour réorganiser la filière de production de France télévisions.

Cette réforme des moyens de fabrication présentée aux instances fait du feuilleton et du site de fabrication de Vendargues l'alibi d'une réforme en profondeur qui verra a minima, dès 2018, le transfert de 12 fictions sur 32 aux producteurs privés.

Si ce projet de création d'un grand site de fabrication interne à France télévisions reçoit notre assentiment il impose une condition inacceptable : le redimensionnement à la baisse des sites existants de la filière (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Rennes, Strasbourg et Toulouse). La CGT exige que soit présenté, en parallèle, un plan de maintien des heures de fabrication sur les sites et de nouvelles ambitions artistiques pour ces derniers.

La centralisation des moyens est le projet dans le projet. Pour l'heure le chapitre s'ouvre avec les transferts des accessoires et des décors sur Vendargues, la post-production au Franay à Saint Cloud et la suppression du site filière de la Valentine à Marseille, qui serait éclaté entre la Belle de mai et Vendargues.

La direction refuse catégoriquement de reconnaître que la filière de production va subir une restructuration. Le grand déménagement territorial sans la démonstration de la rationalité des choix rend d'ores et déjà ce processus anxiogène et sape à la base l'ambition industrielle et stratégique d'un grand centre de fabrication, en interaction avec les sites existants, que la CGT ne cesse de réclamer depuis 25 ans (on n'a pas oublié la scandaleuse cession de la SFP à Bolloré).

L'annonce est brutale, elle ne prévoit pas de marge de négociation. Le volet social est tout bonnement absent. Une confiance magique est réclamée aux instances et aux organisations syndicales alors qu'une profonde déstabilisation des sites régionaux se dessine.

La méthode proposée par la direction est d'accepter de jouer les accompagnants, d'assurer le suivi social, mais elle doit comprendre que les salariés ont bien l'intention d'être acteurs de leur propre avenir. C'est pourquoi la CGT exige la négociation d'un authentique projet de développement, garantissant l'emploi, valorisant l'outil interne de fabrication, la technicité et l'innovation, éradiquant la sous-activité et assurant la transparence financière de ce secteur d'activité, par exemple sur les profits accordés aux producteurs privés.

Nous sommes loin, très loin du compte...

Paris, le 10 avril 2017